

October 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

E

COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-deuxième session

Rome, 30 octobre – 4 novembre 2006

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Messieurs les (Chefs d'État et de gouvernement)

Messieurs les Ministres

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs

Mesdames, Messieurs

J'ai le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue au Forum spécial ainsi qu'à la trente-deuxième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

J'ai également le plaisir d'accueillir les représentants des gouvernements membres du CSA, les représentants des organisations internationales, des ONG et de la société civile, qui participent au Forum spécial ainsi qu'à la trente-deuxième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Je tiens à exprimer tout spécialement ma gratitude à ceux qui, en dépit de leurs lourdes responsabilités, ont tenu à assister à cette réunion. Ils témoignent ainsi de leur détermination à éradiquer le fléau de la faim et de la pauvreté dont souffrent quotidiennement plus de 800 millions de nos semblables.

Avant tout autre propos, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre élection à la tête du CSA dont vous guiderez les travaux pendant les deux prochaines années. Depuis sa création en 1974, ce Comité a joué un rôle central dans l'élaboration des approches nationales et internationales destinées à surmonter l'insécurité alimentaire. Sous votre direction, j'en suis certain, le CSA continuera à jouer un rôle déterminant dans la lutte pour l'éradication de la faim et de la pauvreté.

Je tiens également à remercier le Président sortant, M. Saif Diallo, Ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et des pêches du Burkina Faso, ainsi que tous les membres du Bureau pour la façon dont ils ont mené à bien leur mandat.

For reasons of economy, this document is produced in a limited number of copies. Delegates and observers are kindly requested to bring it to the meetings and to refrain from asking for additional copies, unless strictly indispensable.
Most FAO meeting documents are available on Internet at www.fao.org

W/J8605/e

Il y a dix ans, les Chefs d'État et de gouvernement de 186 pays ont pris l'engagement solennel d'éradiquer la faim, avec l'objectif immédiat de réduire le nombre des personnes sous-alimentées de moitié d'ici 2015 au plus tard.

Rappelons que cet engagement a été réitéré par le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, en juin 2002.

Au Sommet du Millénaire, en septembre 2000, les Chefs d'État et de gouvernement de plus de 155 pays ont eux aussi entériné l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, se fixant pour but de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015.

En ce qui concerne le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et les progrès dans la voie de la réduction de moitié du nombre de personnes sous-alimentées, je tiens à appeler votre attention sur le fait que le Sommet avait recommandé que les gouvernements, en partenariat avec tous les interlocuteurs de la société civile et en collaboration avec les organisations internationales compétentes, entreprennent d'ici 2006, dans le cadre d'un forum spécial organisé lors d'une session ordinaire du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, « un examen à mi-parcours de l'objectif fixé, qui est de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées avant 2015 ».

Conformément à la recommandation du Sommet, la présente session du CSA sera précédée d'une réunion de deux jours du Forum spécial.

Objectif et portée du Forum spécial

À mi-chemin de l'objectif de vingt années fixé par le Sommet pour réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, le Forum spécial est réuni pour évaluer les progrès de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et déterminer dans quelle mesure nous sommes parvenus, au cours de ces dix années, à réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement, pour réduire la faim dans le monde.

Ce Forum a donc pour but: tout d'abord, de faire le point de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et des progrès dans la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement, de réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici 2015. Deuxièmement, de formuler des propositions sur les mesures à prendre pour favoriser la réalisation des objectifs du Sommet et du Millénaire pour le développement.

Le Forum spécial du CSA réunira les gouvernements, les institutions internationales, la société civile, le secteur privé et d'autres interlocuteurs pour un dialogue entre toutes les parties prenantes reposant sur la participation équilibrée des représentants des différentes régions, des groupes de parties prenantes et des institutions. Ce Forum est pour nous l'occasion, Mesdames et Messieurs les délégués, de joindre nos efforts pour nous attaquer aux racines profondes de la faim et de la pauvreté au cours des dix prochaines années. À cette fin, les domaines cruciaux pour le succès de notre entreprise – l'aide et l'investissement, la réforme agraire et le développement rural – feront l'objet d'un débat collectif.

Principales mesures prises pour favoriser la réalisation des objectifs du SMA et de l'OMD

Plusieurs mesures ont été prises pour faciliter la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement:

- L'Alliance internationale contre la faim a été établie à l'issue du SMA: cinq ans après. Ses principaux objectifs sont les suivants: i) plaider de manière énergique et efficace pour l'éradication de la faim et de la pauvreté dans le monde et ii) promouvoir la création et le développement de solides alliances nationales contre la faim. À l'heure actuelle, une

cinquantaine de pays ont établi des alliances nationales contre la faim et 50 autres se sont déclarés prêts à le faire.

- Des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ont été adoptées.
- Le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, programme-phare de la FAO dans la réalisation de l'objectif de réduction de moitié du nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015, est opérationnel dans plus d'une centaine de pays.
- Un programme de prévention des ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes a été mis en place à la FAO.

Progrès en ce qui concerne les objectifs du SMA et les OMD

Pour ce qui est de l'OMD relatif à la réduction de la faim, il est encourageant de noter que le pourcentage de la population des pays en développement qui souffre de sous-alimentation a diminué entre 1990-1992 et 2001-2003. Compte tenu de la croissance démographique, cela signifie que par rapport au chiffre absolu de la population, il y a moins de personnes qui souffrent de la faim aujourd'hui qu'en 1990-1992.

Cependant, en ce qui concerne l'objectif du SMA consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, nous sommes à mi-parcours et la date fixée approche rapidement, et pourtant, nous nous heurtons à la dure réalité: le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, pris globalement, est resté à 820 millions de personnes en 2001-2003.

Il est néanmoins à noter que le nombre total de personnes sous-alimentées pour les pays en développement et les changements de tendance dissimulent une grande disparité d'une région et d'un pays à l'autre. À l'échelle régionale, l'Asie et le Pacifique d'une part et l'Amérique latine et les Caraïbes d'autre part ont enregistré une baisse, à la fois en pourcentage et en ce qui concerne le nombre de personnes sous-alimentées, depuis 1990-1992, mais le taux moyen de réduction dans chacune de ces régions est inférieur à celui qui est nécessaire pour réaliser l'objectif du SMA pour 2015. Par ailleurs, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté pendant la période de 11 ans commençant en 1990-1992.

La réduction de la faim et de la pauvreté est plus difficile pour les pays généralement caractérisés par une sous-alimentation fréquente, une faible croissance économique, une croissance démographique élevée et des ressources agricoles limitées. Trente-deux pays appartiennent à cette catégorie – avec des taux de sous-alimentation qui se situent entre 29 et 72 pour cent de la population. Cependant, malgré les mauvais résultats obtenus jusqu'ici, plusieurs de ces pays pourraient faire des progrès sensibles en matière de réduction de la faim et de la pauvreté en accordant un rang de priorité plus élevé au développement de l'agriculture et à la production vivrière locale, comme ce fut le cas des pays qui ont obtenu de bons résultats en matière de réduction de la faim et de la pauvreté.

Telle est la triste situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, alors que s'ouvre cette trente-deuxième session du CSA. En qualité de dirigeants et décideurs, nous devons agir de façon responsable et rester fidèles à nos engagements en matière d'éradication de la faim et de la pauvreté. Plus de 800 millions de personnes auront le ventre vide lorsqu'elles iront se coucher ce soir, demain soir, et tous les autres jours pendant la réunion du CSA. Ayons toujours cela à l'esprit pendant que nous travaillons inlassablement dans ces six prochains jours pour trouver des solutions afin d'atteindre notre objectif.

Incidences de la persistance de la faim et de la sous-alimentation

La persistance de la faim engage notre responsabilité non seulement à l'égard des personnes et des pays qui en souffrent actuellement, mais encore vis-à-vis des générations futures. La persistance générale de la faim dans un pays réduit à néant le potentiel de développement et favorise un cercle vicieux de faim et de pauvreté. C'est pourquoi la persistance de la faim dans un monde d'abondance et de ressources technologiques innombrables est un véritable scandale.

J'ai toujours insisté sur le fait que le prix à payer si l'on ne vient pas à bout de la faim dans le monde sera extrêmement élevé. Dans les pays où la faim est très répandue, il est absolument évident que si l'on ne règle pas d'abord ce problème, il est difficile de concrétiser le développement économique et social. Dans ces pays, le processus du développement économique et social doit donc commencer par des mesures appropriées de lutte contre la faim.

À cet égard, je tiens à souligner que la réussite en matière de réalisation des OMD, en particulier des objectifs relatifs à l'éducation primaire pour tous, à la réduction de la mortalité infantile, à l'amélioration de la santé maternelle, à la lutte contre le VIH/SIDA et à l'assurance d'un environnement durable, passe par une victoire durable sur la faim. Nous ne pouvons pas atteindre ces importants objectifs si des centaines de millions de personnes continuent à souffrir de la faim.

Je rappelle, en ce qui concerne l'impact de la sous-alimentation sur les enfants, le rapport de la FAO intitulé « *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2004* », qui soulignait que la sous-alimentation et les carences en vitamines et minéraux essentiels provoquent la perte de plus de 5 millions de vies d'enfants chaque année; et que tout enfant dont le développement physique et mental est compromis par la faim chronique est destiné à perdre 5 à 10 pour cent des gains d'une vie. Je souligne également que la médecine est impuissante à améliorer la santé maternelle aussi longtemps que les mères et les femmes en âge de procréer souffrent de la faim. Il en va de même de la lutte contre le VIH/SIDA. Il est évident que dans les pays où la faim est répandue, l'idée de ne pas abattre les arbres et d'assurer la durabilité de l'environnement est absolument saugrenue pour les affamés.

Je tiens également à souligner, comme je l'ai fait lors des sessions précédentes du CSA, qu'il appartient en premier lieu aux gouvernements nationaux d'éliminer la faim et la pauvreté. L'expérience des pays qui ont démontré que les progrès rapides sont possibles nous permet de tirer tous les enseignements sur la façon de procéder pour obtenir ces progrès. Dans la plupart des pays en développement, l'agriculture et le secteur rural constituent le pilier de leur économie et la principale source de moyens d'existence pour bon nombre des pauvres. Dans ces pays, le secteur agricole est à la base du développement économique et social. Pour éliminer la faim et la pauvreté, il est donc indispensable d'accorder la priorité absolue à une croissance agricole durable axée sur l'augmentation de la productivité des petits agriculteurs.

Mais surtout, il est essentiel, pour obtenir la stabilité politique et mettre en œuvre des stratégies efficaces d'élimination de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, de garantir l'exercice des droits démocratiques et des droits de l'homme fondamentaux, une bonne gouvernance, d'instaurer la paix et la sécurité, et d'assurer la participation populaire aux secteurs politique, social et économique. Le CSA a d'ailleurs souligné que le respect des droits fondamentaux en matière de démocratie et de bonne gouvernance est une condition *sine qua non* de la paix durable, sans laquelle tout effort d'élimination de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire est voué à l'échec.

S'il appartient essentiellement aux pays en développement eux-mêmes de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire sur leur territoire, il est également vrai que leurs efforts ne porteront leurs fruits qu'avec un appui international, à la fois multilatéral et bilatéral. Il est encourageant de noter que les pays du G8, réunis en 2005 à Gleneagles, ont reconnu qu'une augmentation considérable de l'APD, venant s'ajouter à d'autres ressources, est nécessaire pour parvenir aux buts et objectifs de développement convenus par la communauté internationale, y

compris les OMD. Il est également encourageant de noter que le communiqué diffusé à Gleneagles indiquait que les engagements du G8 et des autres donateurs aboutiraient à une augmentation de 25 milliards de dollars par an de l'APD en faveur de l'Afrique, de l'ordre de 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010 de l'APD totale en faveur de l'ensemble des pays en développement, par rapport à 2004.

Il importe aussi que les pays en développement, pour pouvoir accélérer leur développement et s'attaquer à la faim et à la pauvreté, bénéficient de meilleurs débouchés pour leurs exportations sur les marchés des pays développés. À cet égard, il est regrettable que les entretiens de Doha relatifs au commerce international aient dû être suspendus parce que le processus de négociation était dans l'impasse. J'espère que les négociations vont bientôt reprendre et que l'on parviendra à un accord, marquant le début de la concurrence loyale dans les échanges agricoles mondiaux.

Conclusion

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Pour terminer, je souhaite souligner que les engagements qui ont été pris au Sommet mondial de l'alimentation, au Sommet du Millénaire et au Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après ne doivent pas rester lettre morte ou de simples déclarations d'intention, mais doivent déboucher sur des actions concrètes sur le terrain visant à éliminer le fléau de la faim, qui afflige nos frères humains, avec toute la cruauté de ses conséquences sur les générations actuelles et à venir.

Renouvelons notre engagement en faveur de la cause de l'élimination de la faim. Unissons nos forces pendant cette réunion qui est une occasion importante de collaboration et d'échange, afin que le miracle se produise enfin.